

# Les élections dans toute l'Europe....

mardi 9 juin 2009, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2009).

**Une seconde version de cet article, beaucoup plus développée, est disponible sur ESSF : [Après les résultats des élections européennes](#)**

---

Les dernières élections européennes ont d'abord confirmé une large abstention populaire. Prés de 60% des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes.

Cette abstention ne peut donner qu'une vision déformée des rapports de forces réels en Europe. Mais elle confirme la crise de légitimité de l'Union européenne et des partis de gouvernement qui inscrivent leur politique dans ce cadre.

D'autres grandes tendances se dégagent. D'abord une poussée de la droite dans toute l'Europe.

La droite l'emporte dans les grands pays où, elle gouverne : en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique, aux Pays Bas, en Pologne, en Autriche, en Hongrie. En Bulgarie, en Lituanie, en Lettonie, en Slovénie et à Chypre, les partis de droite arrivent, aussi, en tête.

Cette poussée de la droite s'accompagne dans une série de pays de montée des forces de la droite populiste et de l'extrême droite, notamment aux Pays bas, où le parti d'extrême droite islamophobe et anti européen du député Geert Wilders a obtenu 16, 4 % des voix et 4 députés. En Autriche, en Finlande, en Hongrie, les forces d'extrême droite qui se sont déchainées dans des campagnes anti-immigrées connaissent aussi une progression. En Grande Bretagne, le BNP a obtenu 2 sièges de députés, avec 6, 7 % des voix.. La Grèce connaît aussi une percée de l'extrême droite, avec les 7,2 % de l'organisation LAOS.

La social démocratie du PSE recule, en particulier dans les pays où elle gouverne : en Grande Bretagne, en Espagne, au Portugal. Elle connaît une véritable débâcle électorale en Allemagne où elle n'atteint que 21 %, un des plus faibles scores électoraux du SPD, sans parler de l'effondrement du PS en France. Elle ne progresse qu'en Grèce, en Suède, au Danemark, en Slovaquie et à Malte.

Dans certains pays, la crise des grands appareils traditionnels de la droite et de la gauche sociale démocrate ont libéré de grands espaces pour une série de forces allant de l'écologie à la gauche radicale, en passant par toute une série de forces réformistes de gauche.

Les écologistes, avec près de 60 députés élus, sortent renforcés du scrutin. Une des percées les plus significatives étant celle d'Europe Ecologie de Cohn Bendit en France, qui résulte de deux facteurs : la « crise du politique » et la centralité de la question écologique.

L'organisation danoise « Folkebevægelsen mod EU (Mouvement populaire contre l'UE) », en centrant sa campagne contre l'Union européenne, voire contre l'Europe, a fait réélire un député, Søren Søndergaard, par ailleurs membre de l'Alliance Rouge et Verte et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Des partis ou coalitions comme Die Linke en Allemagne, le SP aux Pays Bas ou le Front de Gauche en France ont maintenu ou augmenté leurs positions électorales sans faire de nouvelles percées.

Le Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie, avec 3, 23 % n'a plus de représentants au Parlement européen.

En Grande Bretagne, les résultats de la gauche radicale sont décevants, avec la liste NO2EU à 1% de même que le SLP d'Arthur Scargill.

Syriza (coalition de la gauche radicale) en Grèce en obtenant 4, 7 % des suffrages et en élisant un député au Parlement européen, n'atteint pas ses objectifs de faire élire 3 députés.

Le NPA en France a consolidé son électorat. Il a progressé par rapport aux résultats des listes LCR-LO aux dernières élections européennes de 2004 (+2, 3%) sans avoir pu faire élire un député européen.

Pour nombre d'organisations de la gauche anticapitalistes, c'étaient leur baptême du feu électoral. Le Parti polonais du travail, Izquierda Anticapitalista dans l'Etat espagnol, Workers initiative en Suède, la liste LCR-PSL en Belgique, le SSP en Ecosse, Antarsya (coalition anticapitaliste en Grèce) ont fait de bonnes campagnes mais leur résultat n'ont pas dépassé les 1%.

Dans la gauche anticapitaliste, il faut souligner les résultats du SP en Irlande qui obtient, après la campagne du Non irlandais un député à Bruxelles.

En fait, la seule et véritable percée de la gauche anticapitaliste vient du Portugal avec le Bloco de Esquerda avec 10,73 % des suffrages et 3 sièges de députés.

Il est toujours difficile de tirer des enseignements globaux sur des rapports de forces sociaux et politiques, avec un scrutin marqué par une abstention de près de 60 % des électeurs. Néanmoins, les premiers effets socio-économiques de la crise-licenciements, explosion du chômage, baisse du pouvoir d'achat- n'ont pas produit des mouvements de radicalisation électorale, à gauche ou dans un sens anticapitaliste. La percée du Bloco de esquerda constituant une exception.

Il y a un paradoxe qui voit les formations politiques de la droite néolibérale, instigatrices des attaques antisociales, flanquées des droites populistes ou de l'extrême droite, confortées par le scrutin des européennes.

Nous aurions pensé que la crise favoriserait les idées anticapitalistes. La situation est plus compliquée. Les résistances sociales, qui n'ont pas débouché encore sur des luttes d'ensemble des salariés et de la jeunesse ne produisent pas mécaniquement une alternative anticapitaliste. Les PS s'enfoncent dans la crise, libèrent de nouveaux espaces, mais les développements de la gauche anticapitaliste reste inégal. Les débuts pour une série d'organisations sont prometteurs.

Il faut maintenant poursuivre dans une politique qui stimule les mobilisations sociales contre la crise économique et écologique et l'accumulation de forces pour rendre de plus en plus crédibles les solutions anticapitalistes, et cela en toute indépendance des vieilles directions de la gauche traditionnelle. C'est la voie pour construire un pôle anticapitaliste européen.